

LECACHEUX (M. Joseph), *Député de la Manche.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre : de la Commission du Règlement et du suffrage universel, [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre (*ibid.*); [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945 [9 août 1948] (p. 5577). — Est appelé à figurer sur la liste des jurés de la Haute Cour de Justice (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [9 août 1948] (p. 5577).

Dépôts :

Le 4 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier le régime fiscal de la banque ouverte dite « banque à tout va », n° 440. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à surseoir à l'expulsion des locataires ou occupants de nationalité française, sinistrés de guerre au profit des bénéficiaires de la loi du 14 novembre 1944, n° 524. — Le 27 février 1947, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Ramorony et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à pratiquer une politique d'encouragement à la production et à la livraison du blé et du lait, n° 764. — Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. Courant et René Coty tendant à inviter le Gouvernement à rétablir le taux de 1 0/0 pour le droit perçu à l'occasion de la cession par les sinistrés de leurs créances sur l'Etat au titre des dommages de guerre, n° 1010. — Le 21 mars 1947, un rapport au nom de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre sur la proposition de résolution de MM. René Coty et Pierre Courant, tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence des dispositions plus équitables pour le recouvrement des impôts dus par les sinistrés, n° 1011.

Interventions :

Prend part à la discussion des propositions de lois relatives au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation; Art. 1^{er} : *Fractionnement de l'emprunt* [5 mars 1948] (p. 1441). — Son rapport sur une pétition [10 septembre 1948] (p. 6492). = Donne sa démission de député [16 novembre 1948] (p. 6989).

LE COENT (M. Auguste), *Député des Côtes-du-Nord.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38).

Interventions :

Son rapport au nom du 1^{er} bureau sur les opérations électorales du département de l'Ain [28 novembre 1946] (p. 7). = Elu *Conseiller de la République*, donne sa démission de Député [23 décembre 1946] (p. 362).

LECŒUR (M. Auguste), *Député du Pas-de-Calais (2^e circonscription).*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de la production industrielle [21 janvier 1947] (p. 27), [26 janvier 1948] (p. 195).

Dépôts :

Le 13 février 1947 une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, n° 533. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à permettre aux ex-instituteurs des mines, devenus instituteurs public par le fait des nationalisations des houillères, d'obtenir le virement de leurs versements à la Caisse autonome de retraite des ouvriers mineurs au profit de la Caisse de retraite des fonctionnaires, n° 881. — Le 7 mars 1947, une proposition de

loi tendant à modifier l'article 171 du décret du 27 novembre 1946 portant sur la sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 882. — Le 7 mars 1947, une proposition de loi tendant à fixer les conditions d'attribution de la médaille d'honneur du travail au personnel des exploitations minières et assimilées, n° 883. — Le 6 mai 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence assurant la sécurité des ouvriers mineurs, n° 1252. — Le 29 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à inclure dans le décret du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs des dispositions en faveur des ouvriers mineurs et similaires licenciés pour action syndicale ou politique, n° 1482. — Le 12 juin 1947, un rapport au nom de la Commission de la production industrielle sur la proposition de résolution de M. Lecœur et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre des mesures d'urgence assurant la sécurité des ouvriers mineurs, n° 1658. — Le 24 juillet 1948, une proposition de loi portant amélioration du régime de sécurité sociale des ouvriers mineurs, n° 5017. — Le 15 mars 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à appliquer l'article 12 du statut du mineur — décret n° 46-1433 du 14 juin 1946, relatif au statut du personnel des exploitations minières et assimilées — décret établi en conformité de la loi du 14 février 1946, n° 9484.

Interventions :

Dépose une demande d'interpellation sur les conséquences qu'auront les accords passés à Moscou avec les Gouvernements américains et anglais en ce qui concerne l'approvisionnement en charbon de la France [3 juin 1947] (p. 1874). — Est entendu au cours du débat sur l'interpellation de M. Lespès relative à la gestion des entreprises nationalisées [5 juin 1947] (p. 1913 à 1915); *Son amendement à l'ordre du jour de M. Paul Sion* [20 juin 1947] (p. 2287); *Ses observations sur les ordres du jour* (p. 2288). — Intervient dans la discussion des interpellations concernant les conséquences de la Conférence de Moscou [25 juillet 1947] (p. 3549, 3550, 3551, 3552), [26 juillet 1947] (p. 3592, 3593,

3599); *Ordre du jour de confiance au Gouvernement présenté par M. Scherer : Amendement de M. Jacques Duclos tendant à éliminer l'Allemagne du plan de reconstruction européen* (p. 3608). — Participe à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits au Ministère du Commerce et de l'Industrie : *Demande de discussion d'urgence* [2 septembre 1947] (p. 4840, 4841, 4842, 4846); — du projet de loi relatif à l'introduction du franc en Sarre : *Discussion générale* [14 novembre 1947] (p. 5027, 5028, 5029). — Dépose une demande d'interpellation sur la politique générale du Gouvernement et sa composition [27 novembre 1947] (p. 5149); la développe (p. 5171, 5172, 5173, 5174). — Participe à la discussion : du projet de loi tendant à la défense de la République; Art. 1^{er} : *Contre-projet de M. Bonte tendant à ne mettre en aucun cas l'armée au service du capitalisme* [29 novembre 1947] (p. 5278, 5279); Art. 3 : *Menaces contre la classe ouvrière* (p. 5297); — du projet de loi tendant à la protection de la liberté du travail : *Contre-projet de M. Yves Péron* [29 novembre 1947] (p. 5349); Art. 1^{er} : *Les trafiquants du marché noir* (p. 5384); *Grève des mineurs du Pas-de-Calais* (p. 5394); *Amendement de M. de Chambrun tendant à sauvegarder le droit de grève* (p. 5395); — du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation : *Discussion générale* [21 décembre 1947] (p. 6001, 6002, 6003, 6004). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits pour les dépenses civiles de reconstruction et d'équipement (budget 1948) : *Discussion générale* [25 février 1948] (p. 1048); — de propositions de loi portant amélioration de la sécurité sociale pour les ouvriers mineurs : *Discussion générale* [26 février 1948] (p. 1143, 1144). — Dépose une demande d'interpellation sur la catastrophe de Courrières [22 avril 1948] (p. 2197); est entendu sur la fixation de la date de discussion de cette interpellation [4 mai 1948] (p. 2498, 2499, 2500). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion des interpellations de Mme Sportisse et M. Serre sur la catastrophe de Kenadsa [8 juin 1948] (p. 3279, 3280). — Prend part à la discussion des projets de loi ratifiant trois actes internationaux (Coopération économique) : *Discussion générale* [5 juillet 1948] (p. 4308 et suiv.). — Dépose une demande d'interpellation : sur les négligences du **Ministre de la production industrielle, du prési-**

dent et du directeur général des Charbonnages de France, lors de la catastrophe de Liévin du 10 septembre 1948 [16 novembre 1948] (p. 6990); — sur les déclarations du Ministre de l'Intérieur au sujet de prétendues interventions extérieures qui auraient exercé des pressions sur la politique française [16 novembre 1948] (p. 6990); la développe (*Ses observations sur le motif de la grève des mineurs, la répression, sa prise à partie du Ministre de l'Intérieur*) [17 novembre 1948] (p. 7038 et suiv.); *Sa réplique à M. le Ministre de l'Industrie et du Commerce; Ses observations sur l'absentéisme des mineurs et la politique de l'Etat patron* [18 novembre 1948] (p. 7094 et suiv.); *Ses explications de vote sur la question de confiance posée contre l'ordre du jour de M. Duclos prévoyant la création de commissions d'enquête, ses observations sur les conditions de déroulement de la grève, les décrets Lacoste et la grève des dockers* [23 novembre 1948] (p. 7162, 7163, 7164); — sur les nouvelles méthodes d'exploitation mises en vigueur dans les mines et la suppression des services de sécurité [11 février 1949] (p. 548). — Prend part à la discussion du projet de loi approuvant les rapports des Etats associés du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos avec la France : *Son rappel au règlement (Insultes lancées à Mme Vermeersch)* [27 janvier 1950] (p. 623). — Dépose une demande d'interpellation sur la violation de l'article 12 du statut des mineurs [14 mars 1950] (p. 1986). — Est entendu sur la fixation de la date de discussion d'une interpellation sur l'attaque de l'avion transportant M. Maurice Thorez [5 décembre 1950] (p. 8617, 8618).

LECOURT (M. Robert), Député de la Seine
(2^e circonscription).

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet MARIE)

du 26 juillet 1948 au 5 septembre 1948

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet SCHUMAN)

du 5 septembre 1948 au 10 septembre 1948

Garde des Sceaux, Ministre de la Justice

(Cabinet QUEUILLE)

du 13 février 1949 au 28 octobre 1949

Son élection est validée [29 novembre 1946]

(p. 40). — Est nommé membre : de la Commission de la réforme administrative [30 novembre 1948] (p. 7302); de la Commission des finances [8 novembre 1949] (p. 6002), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à : 1^o porter prorogation jusqu'au 1^{er} juin 1947 de l'ordonnance du 28 juin 1945 relative aux locaux d'habitation ou à usage professionnel; 2^o permettre à certaines personnes l'exercice du droit de reprise de locaux d'habitation; 3^o fixer l'étendue de la prorogation résultant de la loi du 28 mars 1946; 4^o protéger les locataires contre les spéculations des ventes d'immeubles par appartements; 5^o renforcer la lutte contre les abus de certaines sous-locations, n^o 23. — Le 12 décembre 1946, une proposition de loi tendant à l'application de la procédure de flagrant délit aux auteurs de chèques sans provision, n^o 29. — Le 23 décembre 1946, une proposition de loi tendant à compléter l'ordonnance du 21 avril 1945 et à rouvrir certaines opérations de faillite ou de liquidation judiciaire, n^o 200. — Le 14 janvier 1947, une proposition de résolution invitant l'Assemblée Nationale à adresser aux troupes françaises de l'Indochine l'expression de son admiration et sa confiance et à saluer leurs efforts pour maintenir en Extrême-Orient la présence et la paix françaises, n^o 290. — Le 11 février 1947, une proposition de loi tendant à modifier l'article 26 de la loi du 14 avril 1924 en vue de permettre à toutes les femmes divorcées à leur profit de bénéficier de la retraite de leur mari décédé, quelle que soit la date du divorce, n^o 523. — Le 14 février 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à consacrer la réalité de l'Union française par la visite solennelle d'une haute personnalité de l'Etat aux populations des départements français et des territoires français d'outre-mer, n^o 608. — Le 25 février 1947, une proposition de loi relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte, n^o 718. — Le 14 mars 1947, une proposition de résolution tendant à compléter l'article 52 du Règlement, n^o 933. — Le 29 avril 1947, une proposition de résolution tendant à la nomination d'une commission exceptionnelle de la réforme administrative,